

Points majeurs du *Rapport sur l'EPT 2009*

Messages principaux

- Des progrès remarquables ont été accomplis vers la réalisation de certains des objectifs de l'EPT depuis que la communauté internationale a pris ses engagements à Dakar en 2000. Certains des pays les plus pauvres du monde ont démontré que le leadership politique et les politiques pratiques font la différence. Pourtant, si l'on se contente de poursuivre la même trajectoire, le monde n'atteindra pas les objectifs de Dakar. Il faut faire beaucoup plus pour scolariser les enfants et les maintenir à l'école pendant tout le cycle primaire et au-delà. Et il faut accorder plus d'attention à la qualité de l'éducation et aux acquis d'apprentissage.
- Les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'EPT sont compromis par l'inaction des gouvernements face aux inégalités persistantes fondées sur le revenu, le sexe, le lieu de résidence, l'appartenance ethnique, la langue, le handicap et autres marqueurs du désavantage. À moins que les gouvernements n'agissent pour réduire les disparités par des réformes effectives des politiques, la promesse de l'EPT ne sera pas tenue.
- Une bonne gouvernance pourrait aider à renforcer la responsabilité, accroître la participation et réduire les inégalités dans l'éducation. Cependant, les approches actuelles de la réforme de la gouvernance n'accordent pas un poids suffisant à l'équité.

Progrès vers la réalisation des 6 objectifs de l'EPT

Objectif 1 – Protection et éducation de la petite enfance

- La malnutrition des enfants est une épidémie mondiale qui touche 1 enfant de moins de 5 ans sur 3 et qui compromet leur aptitude à apprendre. La lenteur des progrès de la lutte contre la malnutrition et la mauvaise santé des enfants – particulièrement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud – compromettent les progrès vers l'enseignement primaire universel.
- Les indicateurs des progrès concernant le bien-être des enfants avant leur entrée à l'école sont une source de préoccupation. Les cibles de développement fixées dans les objectifs du millénaire pour le développement relatives à la mortalité infantile et la nutrition des enfants seront loin d'être atteintes si les tendances actuelles persistent.
- Des disparités mondiales majeures subsistent entre les enfants les plus riches et les plus pauvres du monde. En 2006, les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement préprimaire étaient en moyenne

de 79 % dans les pays développés et de 36 % dans les pays en développement, tombant à 14 % en Afrique subsaharienne.

- À ces disparités mondiales correspondent des écarts considérables à l'intérieur des pays, particulièrement entre les enfants les plus riches et les plus pauvres. Dans certains pays, les enfants des 20 % de ménages les plus riches ont 5 fois plus de chances de suivre des programmes préscolaires que les enfants des 20 % de ménages les plus pauvres.

Objectif 2 – Enseignement primaire universel

- Les taux nets moyens de scolarisation dans les pays en développement n'ont cessé d'augmenter depuis Dakar. L'Afrique subsaharienne a porté son taux net moyen de scolarisation de 54 à 70 % entre 1999 et 2006, soit une progression annuelle 6 fois plus forte que durant la décennie qui a précédé Dakar. La progression a aussi été impressionnante en Asie du Sud et de l'Ouest, où ce taux moyen est passé de 75 à 86 %.
- En 2006, quelque 75 millions d'enfants, dont 55 % de filles, n'étaient pas scolarisés, dont près de la moitié en Afrique subsaharienne. Sur la base des tendances actuelles, des millions d'enfants ne seront toujours

pas scolarisés en 2015 – échéance fixée pour l'universalisation de l'enseignement primaire. Les projections établies pour 134 pays comptant environ les deux tiers des enfants non scolarisés en 2006 semblent indiquer que rien que dans ces pays, environ 29 millions d'enfants ne seront pas scolarisés en 2015.

- Les enfants des ménages pauvres, des zones rurales, des bidonvilles et autres groupes défavorisés doivent franchir des obstacles majeurs pour accéder à une éducation de bonne qualité. Alors que les enfants des 20 % de ménages les plus riches sont déjà tous scolarisés dans le primaire dans la plupart des pays, ceux des 20 % de ménages les plus pauvres ont encore beaucoup de chemin à faire.
- Les tendances de l'enseignement primaire sont sensibles aux politiques publiques. L'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie accomplissent des progrès remarquables pour ce qui est d'accroître les effectifs et d'atteindre les pauvres, grâce à des politiques telles que la suppression des frais de scolarité, la construction d'écoles dans les zones mal desservies et le renforcement du recrutement des enseignants. Au Nigéria et au Pakistan, les insuffisances de la gouvernance de l'éducation freinent les progrès et laissent des millions d'enfants à l'écart de l'école.
- En 2006, dans le monde, quelque 513 millions d'élèves – soit 58 % de la population d'âge scolaire concernée – étaient scolarisés dans l'enseignement secondaire, soit près de 76 millions de plus qu'en 1999. Malgré les progrès enregistrés, l'accès au secondaire demeure limité pour la plupart des jeunes du monde. En Afrique subsaharienne, 75 % des enfants en âge de fréquenter l'école secondaire ne sont pas scolarisés dans ce niveau.

Objectif 3 – Répondre aux besoins d'apprentissage tout au long de la vie des jeunes et des adultes

- Les gouvernements n'accordent pas de priorité aux besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes dans leurs politiques d'éducation. Pour répondre aux besoins des jeunes et des adultes tout au long de la vie, il faut un engagement politique plus résolu et davantage de fonds publics. Il faudra aussi des concepts plus clairement définis et de meilleures données pour assurer un suivi efficace.

Objectif 4 – Alphabétisation des adultes

- On estime qu'environ 776 millions d'adultes – soit 16 % de la population adulte du monde – sont dépourvus de compétences minimales en matière d'alphabétisme.

Les deux tiers environ sont des femmes. La plupart des pays n'ont guère fait de progrès dans ce domaine ces dernières années. Si les tendances actuelles persistent, il y aura plus de 700 millions d'adultes analphabètes en 2015.

- Entre 1985-1994 et 2000-2006, le taux mondial d'alphabétisme des adultes est passé de 76 à 84 %. Cependant, 45 pays présentent des taux d'alphabétisme des adultes inférieurs à la moyenne de 79 % enregistrée pour les pays en développement ; ces pays se trouvent pour la plupart en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest. Presque tous ne réussiront pas, sur la base des tendances actuelles, à atteindre d'ici à 2015 l'objectif relatif à l'alphabétisation des adultes. Dix-neuf ont des taux d'alphabétisme inférieurs à 55 %.
- Les disparités majeures des niveaux d'alphabétisme à l'intérieur des pays sont souvent liées à la pauvreté et aux autres formes de désavantage. Dans 7 pays d'Afrique subsaharienne présentant de faibles taux moyens d'alphabétisme des adultes, l'écart des taux d'alphabétisme entre les ménages les plus pauvres et les plus riches dépasse 40 points de pourcentage.

Objectif 5 – Genre

- En 2006, sur les 176 pays pour lesquels les données étaient disponibles, 59 avaient réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire – soit 20 de plus qu'en 1999. Dans le primaire, près des deux tiers des pays avaient réalisé la parité. Cependant, plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de l'Ouest et des États arabes n'avaient pas atteint l'objectif. Seulement 37 % des pays du monde avaient réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire.
- Il y a une tendance confirmée à une présence plus élevée de femmes que d'hommes dans les effectifs de l'enseignement supérieur au niveau mondial, en particulier dans les régions les plus développées, les Caraïbes et le Pacifique.
- La pauvreté et les autres formes de désavantage social amplifient les disparités entre les sexes. Au Mali, par exemple, les filles des ménages pauvres ont 4 fois moins de chances de fréquenter l'école primaire que celles des ménages riches et 8 fois moins de chances d'être scolarisées dans le secondaire.

- Une fois que les filles sont scolarisées, leurs progrès sont souvent entravés par les attitudes des enseignants et les partis pris des manuels qui renforcent les stéréotypes sexistes. Ces facteurs scolaires interagissent avec les facteurs sociaux

et économiques plus généraux qui influencent les performances scolaires selon le sexe.

Objectif 6 – Qualité

- Les évaluations internationales mettent en évidence de grandes disparités d'acquis entre les élèves des pays riches et des pays pauvres. De même, à l'intérieur des pays, il existe des inégalités entre régions, entre communautés, entre écoles et entre classes. Ces disparités ont des implications importantes non seulement dans l'éducation mais aussi dans la répartition plus générale des chances dans la société.
- Dans les pays en développement, les faibles acquis d'apprentissage sont de proportions sensiblement plus grandes. Dans une récente évaluation du Southern and Eastern Africa Consortium for Monitoring Educational Quality (Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation) (SACMEQ II) en Afrique subsaharienne, moins de 25 % des élèves de 6^e année atteignaient un niveau souhaitable en lecture dans 4 pays, et seulement 10 % dans 6 autres pays.
- L'origine sociale des élèves, l'organisation du système éducatif et l'environnement scolaire expliquent les disparités d'apprentissage à l'intérieur de chaque pays. Bon nombre de ressources essentielles considérées comme allant de soi dans les pays développés, dont des infrastructures ou des éléments de base comme l'électricité, les sièges et les manuels, restent rares dans les pays en développement.
- Plus de 27 millions d'enseignants travaillent dans les écoles primaires du monde, dont 80 % dans les pays en développement. Le corps enseignant total du primaire a augmenté de 5 % entre 1999 et 2006. Rien qu'en Afrique subsaharienne, il faudra créer 1,6 million de nouveaux postes d'enseignants et recruter autant d'enseignants d'ici à 2015 pour réaliser l'EPU, ce chiffre se montant à 3,8 millions si l'on tient compte des départs à la retraite, des démissions et des pertes (dues au VIH/sida, par exemple).
- Il y a de grandes disparités nationales et régionales dans les rapports élèves/enseignant, avec des pénuries marquées d'enseignants en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique subsaharienne. Mais c'est à l'intérieur des pays que l'on trouve les disparités les plus fortes, les enseignants étant inégalement répartis entre les régions.

Financement de l'éducation

Financement national

- Dans la majorité des pays disposant de données, les dépenses nationales d'éducation ont augmenté depuis Dakar. Dans certains pays, l'augmentation des dépenses s'est accompagnée de progrès substantiels concernant les objectifs de l'EPT. Toutefois, la part du revenu national consacrée à l'éducation a diminué entre 1999 et 2006 dans 40 des 105 pays pour lesquels les données sont disponibles.
- Les pays à faible revenu consacrent sensiblement moins de dépenses que les autres pays à l'éducation. En Afrique subsaharienne, 11 des 21 pays à faible revenu pour lesquels les données sont disponibles lui consacrent moins de 4 % de leur PNB. En Asie du Sud, plusieurs pays très peuplés continuent de consacrer moins ou un peu plus de 3 % de leur PNB à l'éducation. Cela paraît traduire un faible engagement politique en faveur de l'éducation.
- Aux inégalités mondiales de richesse correspondent des inégalités dans les dépenses d'éducation. En 2004, la région Amérique du Nord et Europe occidentale représentait à elle seule 55 % des dépenses mondiales d'éducation alors qu'elle ne comptait que 10 % de la population âgée de 5 à 25 ans. L'Afrique subsaharienne compte 15 % des 5-25 ans mais représente seulement 2 % des dépenses mondiales d'éducation. L'Asie du Sud et de l'Ouest compte plus du quart de la population de ce groupe d'âge pour seulement 7 % des dépenses.

Aide internationale

- Les engagements d'aide à l'éducation de base stagnent. En 2006, pour les pays en développement, ils atteignaient un montant de 5,1 milliards de dollars EU, légèrement inférieur au montant de 2004. La moitié de tous les engagements venaient d'une poignée de donateurs.
- L'aide totale à l'éducation de base pour les pays à faible revenu s'élevait à 3,6 milliards de dollars EU en 2006. Il faudra tripler ce montant pour atteindre le chiffre de 11 milliards de dollars EU par an estimé nécessaire pour financer la réalisation d'un petit nombre d'objectifs dans les pays à faible revenu.
- L'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) ne réussit pas à mobiliser un soutien supplémentaire des donateurs bilatéraux en faveur de l'EPT. Les engagements actuels en faveur de son Fonds catalytique ne sont pas suffisants pour financer les projets en cours d'examen. D'ici à 2010, les pays dont

les plans ont été approuvés par l'IMOA pourraient être confrontés à un déficit de financement de 2,2 milliards de dollars EU.

- Un nouvel agenda ambitieux gouvernant l'aide espère rendre celle-ci plus efficace et efficace. À ce jour, les résultats sont mitigés : certains donateurs sont disposés à encourager l'appropriation nationale, à travailler dans le cadre des systèmes nationaux et à copérer avec les autres donateurs, mais d'autres y sont plus réticents.

Principales recommandations en vue de l'action

Atteindre les objectifs de l'EPT

Protection et éducation de la petite enfance

- **Renforcer les liens** entre la planification de l'éducation et la fourniture de services de santé infantile, en utilisant des programmes de versements en espèces, des interventions de santé ciblées et des dépenses publiques plus équitables dans les secteurs de la santé.
- **Donner la priorité à l'éducation et à la protection de la petite enfance** dans la planification pour tous les enfants, en prévoyant des incitations pour inclure les enfants vulnérables et défavorisés.
- **Renforcer les engagements généraux de lutte contre la pauvreté** en combattant la malnutrition des enfants et en améliorant les systèmes de santé publique, à l'aide de programmes novateurs de protection sociale qui ciblent les ménages pauvres et de versements en espèces aux mêmes ménages afin d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'enseignement primaire universel.

Enseignement primaire universel

- **Fixer des objectifs à long terme ambitieux** appuyés par une planification réaliste et des crédits budgétaires à moyen et long termes suffisants pour garantir des progrès en matière d'accès, de participation et d'achèvement du cycle primaire.
- **Encourager l'équité** en faveur des filles, des groupes défavorisés et des régions désavantagées en enseignant en fixant des objectifs clairs de réduction des disparités, appuyés par des stratégies pratiques visant à obtenir des résultats d'apprentissage plus équitables.

- **Améliorer la qualité tout en élargissant l'accès** en se concentrant sur une progression harmonieuse au long du cycle primaire et sur de meilleurs résultats d'apprentissage, sur l'accroissement de la quantité et de la qualité des manuels, sur le renforcement de la formation et du soutien des enseignants et sur l'action visant à garantir que la taille des classes soit propice à l'apprentissage.

Qualité de l'éducation

- **Renforcer les engagements des politiques** en faveur d'une éducation de qualité et créer des environnements d'apprentissage efficaces pour tous les élèves, comprenant des installations adéquates, des enseignants bien formés, des programmes scolaires pertinents et des résultats d'apprentissage clairement identifiés. Au cœur de cet engagement, l'accent devrait être mis sur les enseignants et sur l'apprentissage.
- Faire en sorte que tous les enfants scolarisés pendant au moins 4 à 5 ans **acquièrent les compétences élémentaires d'alphabétisme et de numératie** dont ils ont besoin pour développer leur potentiel.
- Multiplier les capacités **de mesure, de suivi et d'évaluation de la qualité de l'éducation** dans les domaines qui intéressent les conditions d'apprentissage (infrastructure, manuels, taille des classes), les processus (langue, temps d'instruction) et les résultats.
- Réviser les politiques et réglementations en vigueur pour faire en sorte que les enfants bénéficient d'un **temps d'instruction suffisant** et que toutes les écoles réduisent au minimum l'écart entre le temps d'instruction théorique et le temps d'instruction effectif.
- Participer aux **évaluations des apprentissages** régionales et internationales comparatives, en traduire les leçons dans les politiques nationales et élaborer des évaluations nationales qui reflètent le mieux possible les besoins et objectifs particuliers de chaque pays.

Vaincre l'inégalité – Enseignements pour les réformes nationales de la gouvernance

- **S'engager en faveur de la réduction des disparités** fondées sur la richesse, le lieu de résidence, l'appartenance ethnique, le sexe et autres indicateurs du désavantage. Les gouvernements devraient mettre au point des cibles bien définies de réduction des disparités et suivre les progrès réalisés à cet égard.
- **Soutenir le leadership politique** en vue d'atteindre les cibles de l'éducation et lutter contre l'inégalité par des objectifs clairs des politiques et une meilleure coordination au sein des services publics grâce à un dialogue actif avec la société civile, le secteur privé et les groupes marginalisés.
- **Renforcer les politiques de réduction de la pauvreté** et des profondes inégalités sociales qui entravent les progrès vers l'éducation pour tous. Les gouvernements devraient intégrer la planification de l'éducation dans les stratégies générales de réduction de la pauvreté.
- **Relever les normes de qualité** dans le domaine éducatif et travailler à réduire les disparités des acquis d'apprentissage entre régions, entre communautés et entre écoles.
- **Accroître les dépenses nationales d'éducation**, spécialement dans les pays en développement dont les investissements dans l'éducation souffrent d'une insuffisance chronique.
- **Mettre l'équité au centre des stratégies de financement** afin d'atteindre les enfants défavorisés, avec des estimations plus exactes des coûts de réduction des disparités et la mise au point d'incitations pour atteindre les plus marginalisés.
- **Veiller à ce que la décentralisation** comporte une composante intégrée d'équité en utilisant des formules de financement qui lient les ressources aux niveaux de pauvreté et de carence éducative.
- **Reconnaître que la concurrence et le choix entre écoles** et les partenariats privé-public ont leurs limites. Si le système d'enseignement public fonctionne mal, la priorité doit être de le remettre en état.
- **Renforcer le recrutement, la répartition géographique et la motivation** des enseignants afin de garantir la présence de suffisamment d'enseignants qualifiés dans toutes les régions et écoles, en particulier dans les communautés défavorisées.

Donateurs d'aide – Tenir les engagements

- **Accroître l'aide à l'éducation de base**, spécialement en faveur des pays à faible revenu, en apportant quelque 7 milliards de dollars EU pour couvrir les actuels déficits de financement dans les domaines prioritaires de l'EPT.
- **Élargir le groupe des pays donateurs** engagés à fournir une aide à l'éducation de base, pour garantir la durabilité du soutien financier aux objectifs de l'EPT.
- **S'engager en faveur de l'équité dans l'aide à l'éducation** en allouant davantage de ressources à l'éducation de base dans les pays à faible revenu. Plusieurs donateurs, dont la France et l'Allemagne, devraient revoir d'urgence l'attribution de leur aide.
- **Soutenir l'Initiative de mise en œuvre accélérée** pour combler le déficit de financement projeté – estimé à 2,2 milliards de dollars EU par an dès 2010 pour les pays dont les plans ont été approuvés.
- **Améliorer l'efficacité de l'aide** et réduire les coûts de transaction, comme prévu dans la Déclaration de Paris, par un meilleur alignement de l'aide sur les priorités nationales, une meilleure coordination, une utilisation accrue des systèmes nationaux de gestion financière et une plus grande prévisibilité des flux d'aide.